

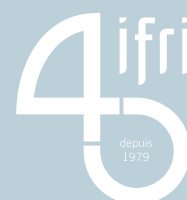
NOTES  
DE L'IFRI



NOVEMBRE  
2023

# Le Soudan dans la géopolitique africaine de la Turquie

Une expérience *sotto voce* dans une  
région convoitée



Centre Afrique  
subsaharienne

---

Elisa DOMINGUES DOS SANTOS

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

*Observatoire de l’Afrique centrale et australe en partenariat avec l’Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nairobi).*

*Note réalisée par l’Ifri au profit de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.*



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0780-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Vestiges ottomans à Suakin, Soudan, juillet 2022 © Elliott Brachet

#### **Comment citer cette publication :**

Elisa Domingues dos Santos, « Le Soudan dans la géopolitique africaine de la Turquie : une expérience *sotto voce* dans une région convoitée », *Notes de l’Ifri*, Ifri, novembre 2023.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Site internet : [ifri.org](http://ifri.org)

## Auteure

**Elisa Domingues dos Santos** est chercheuse associée au Centre Afrique subsaharienne et au programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri. Elle est doctorante à l'Université catholique de Lille. Elle est également associée à l'Institut français des études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul.

## Résumé

Depuis le lancement d'un plan d'ouverture à l'Afrique en 2003, la politique africaine de la Turquie a gagné l'ensemble du continent africain, où son engagement s'avère presque incontournable tant il surprend par son étendue et sa diversité. Cette note propose un cas d'étude de la stratégie turque en Afrique subsaharienne au travers de l'analyse de la relation bilatérale turco-soudanaise et de la présence turque sur le terrain soudanais. Par le Soudan, la Turquie cherche à étendre son influence politique dans la Corne de l'Afrique, un terrain pilote de sa politique africaine où le niveau de compétition entre acteurs extérieurs, notamment du Moyen-Orient, est particulièrement élevé. La chute du régime d'Al-Bachir en 2019 a ouvert une séquence politique volatile au Soudan, de laquelle la Turquie s'est retirée au profit de ses rivaux arabes, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Égypte en tête. Sa mise en retrait des affaires politiques soudanaises n'a pourtant pas affaibli sa présence multisectorielle sur le terrain, qui témoigne de la résilience de son mode opératoire aux conjonctures politiques mouvantes.

# Abstract

Since the launch of the Opening Plan to Africa in 2003, Turkey's African policy has spread to the whole of the African continent, where its involvement is distinguished by its scope and diversity. This note offers a case study of Turkey's strategy in sub-Saharan Africa, through an analysis of bilateral relations between Turkey and Sudan, and Turkey's presence on the ground. Through Sudan, Turkey is seeking to extend its political influence in the Horn of Africa, a pilot area for its African policy where the level of competition between external players, particularly from the Middle East, is particularly high. The fall of the al-Bashir regime in 2019 has opened up a volatile political sequence in Sudan, from which Turkey has pulled out in favor of its Arab rivals, led by Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Egypt. Its withdrawal from Sudanese political affairs has not, however, weakened its multi-sector activism on the ground, which demonstrates the resilience of its *modus operandi* to shifting political conjunctures.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>LA CORNE DE L’AFRIQUE : UNE REGION PILOTE DE L’EXPANSION DE LA TURQUIE AU SUD DU SAHARA .....</b>	<b>9</b>
<b>Cap sur la Corne : à la quête de partenaires « naturels » .....</b>	<b>9</b>
<b>Le Soudan au cœur des rivalités régionales.....</b>	<b>12</b>
<b>LE PARTENARIAT TURCO-SOUDANAIS A L’EPREUVE DE LA TRANSITION SOUDANAISE .....</b>	<b>19</b>
<b>Une présence turque diversifiée gage de sa résilience .....</b>	<b>19</b>
<b><i>Epilogue : l’instabilité politique au Soudan, quelles opportunités pour la Turquie ? .....</i></b>	<b>23</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>

# Introduction

La politique extérieure de la Turquie a diversifié ses terrains d'exercice. En deux décennies, elle est parvenue à atteindre des théâtres plus éloignés de son environnement immédiat, où elle souhaite établir une influence et nouer de nouveaux partenariats. Sa politique africaine, lancée au lendemain de l'arrivée de l'AKP (Parti Justice Développement, en turc *Adalet ve Kalkınma Partî*) au pouvoir en 2002<sup>1</sup>, a gagné l'ensemble du continent africain où son engagement s'avère presque incontournable tant il surprend par son étendue et sa diversité. Entre 2003 et 2022, le volume des échanges entre la Turquie et l'Afrique est passé de 5,4 milliards à 33,1 milliards de dollars<sup>2</sup>. La Turquie a ouvert 34 nouvelles ambassades et consulats, lui permettant d'élargir les débouchés à son économie et d'alimenter son récit de puissance émergente tant en Turquie que sur la scène régionale et internationale.

C'est par la Corne de l'Afrique que la Turquie a initié son rapprochement avec l'Afrique subsaharienne, tirant profit de certains avantages comparatifs tels qu'une proximité historique et religieuse. Cette politique de rapprochement a abouti à une relation économique et sécuritaire renforcée avec l'Éthiopie<sup>3</sup>. En Somalie, la Turquie est devenue un acteur incontournable du paysage politique, économique, humanitaire et sécuritaire<sup>4</sup> du pays. La relation turco-soudanaise quant à elle constitue un cas d'étude édifiant pour comprendre l'importance stratégique et diplomatique de la région pour la Turquie et son *modus operandi* sur le terrain. Sa présence se caractérise par sa diversité : l'ambassade est la plus importante du continent subsaharien, une liaison aérienne relie Khartoum et Istanbul, des petites et moyennes entreprises et de grands groupes sont actifs à différents endroits du territoire et dans différents secteurs, des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires, des centres culturels, une agence de presse, une diplomatie religieuse, éducative et sanitaire sont également à l'œuvre.

Le Soudan, et plus généralement la Corne de l'Afrique, est un poste d'observation de la politique de puissance de la Turquie et de l'évolution de son paradigme de politique étrangère. Alors que la politique africaine de la Turquie se caractérisait avant tout par ses outils de *soft power*, elle opère un tournant à partir

---

1. Une première tentative manquée d'ouverture au continent africain avait été faite en 1998, au travers d'un « plan d'action pour l'Afrique », lancé par Ismail Cem, reprise ensuite au compte de l'AKP en 2003.

2. À propos des relations entre la Turquie et les pays d'Afrique subsaharienne, consulter ici : [www.mfa.gov.tr](http://www.mfa.gov.tr).

3. L'Éthiopie est le premier bénéficiaire des investissements directs turcs en ASS. La Turquie est le deuxième investisseur étranger en Éthiopie après la Chine. Le volume des échanges entre les deux pays s'élève à 650 millions de dollars en 2021 d'après l'Ambassade de Turquie. [www.aa.com.tr](http://www.aa.com.tr).

4. À propos de la relation turco-somalienne, lire B. Cannon, « Deconstructing Turkey's Efforts in Somalia », *Bildhaan: An International Journal of Somali Studies*, vol. 16, 2016.

de 2016 que l'on observe concrètement dans la Corne. En 2017, elle installe à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, un camp d'entraînement qui s'apparente à une base militaire extérieure, tandis qu'un rapprochement stratégique avec le Soudan permet à la Turquie d'obtenir la même année une concession de 99 ans sur la presqu'île de Suakin en mer Rouge (carte 2). En effet, la situation géographique du Soudan, au bord de l'une des routes maritimes les plus importantes au monde, ainsi que ses terres arables et sols riches en ressources attirent l'intérêt de nombreux acteurs extérieurs. La Turquie, comme d'autres puissances du Moyen-Orient, cherche également à tirer parti de son profil politique, historique et religieux pour y développer ses réseaux d'influence. Des événements politiques majeurs au Soudan (voir annexe 1), contribuent également à façonner ses relations avec des partenaires externes. En 2019, la révolution soudanaise a offert l'opportunité aux puissances arabes, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis (EAU), de s'immiscer dans le jeu politique soudanais et de contribuer à écarter le régime islamiste, jugé trop proche de la Turquie et du Qatar. La mise à l'écart d'Omar Al-Bachir, sur qui semblaient reposer les fondements de l'alliance stratégique turco-soudanaise, n'a pas affaibli outre mesure la présence de la Turquie au Soudan. Son ancrage multisectoriel dans le pays persiste et témoigne d'une relation non pas seulement politique mais aussi sociétale, qui garantit une forme de résilience de son approche. Les affrontements militaires déclenchés en avril 2023 entre les deux forces armées du pays ouvrent une nouvelle séquence du processus politique soudanais, de laquelle la Turquie pourrait se saisir pour revenir au-devant de la scène.

Cette note propose un cas d'étude de la stratégie turque en Afrique qui, par le Soudan, cherche à étendre son influence politique dans la Corne de l'Afrique. C'est un terrain pilote de sa politique africaine. Cette analyse permet de constater la résilience du *modus operandi* des acteurs turcs au Soudan, où de nombreux acteurs extérieurs déploient leurs intérêts dans un contexte politique endogène très mouvant. La première partie s'attachera à replacer la Corne de l'Afrique dans la stratégie d'ouverture de la Turquie au continent subsaharien, en abordant certaines particularités de cette région, puis en rappelant son renouveau géopolitique qui en fait un théâtre de la compétition internationale. Ce tableau régional est indispensable pour comprendre l'importance stratégique du Soudan pour la Turquie et pour lire la relation bilatérale turco-soudanaise. La deuxième partie s'intéresse ensuite aux modalités de la présence turque au Soudan qui semble résister aux bouleversements politiques que traverse le pays et qui ont ouvert la voie à une renégociation des alliances.

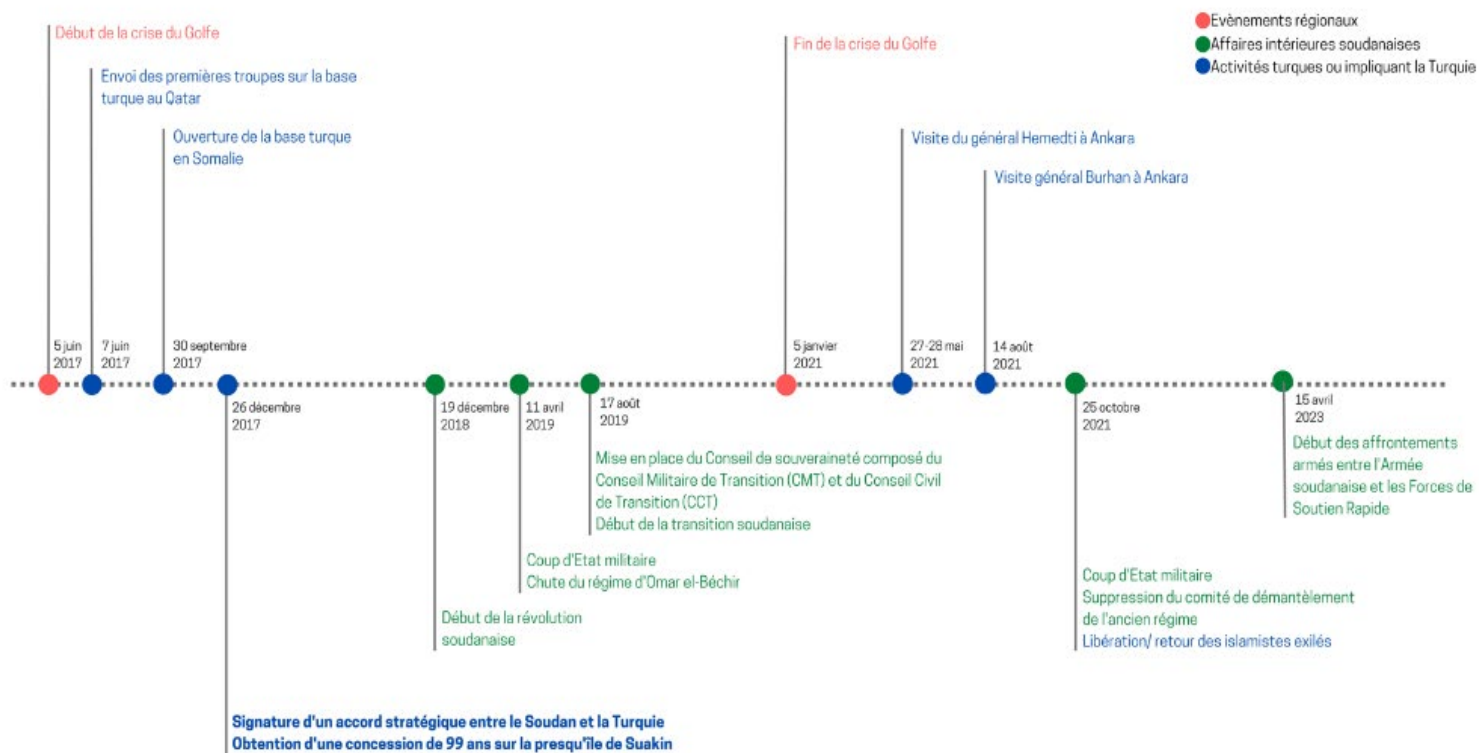
Ce travail s'appuie notamment sur des entretiens réalisés avec les représentations turques et françaises au Soudan, des experts des affaires soudanaises et de la politique étrangère turque et d'anciens membres de la branche civile de la transition soudanaise, au Soudan, en juillet 2022<sup>5</sup>, et en Turquie.

---

5. Toutes et tous sont remerciés.



## Chronologie croisée des évènements intérieurs et régionaux référés dans cette note



Réalisation : Elisa Domingues dos Santos, 2023.

# La Corne de l'Afrique : une région pilote de l'expansion de la Turquie au sud du Sahara

La Corne de l'Afrique occupe une place particulière dans la politique africaine de la Turquie. C'est un terrain pilote par lequel les acteurs turcs (privés et publics) ont pénétré au sud du Sahara, développé leurs outils de *soft power*<sup>6</sup> et construit le narratif d'une puissance extérieure bienveillante au cours des deux dernières décennies. C'est aussi un poste d'observation utile de l'évolution du paradigme de politique étrangère de la Turquie vers un plus grand engagement, notamment dans le secteur de la sécurité. Cette première partie s'attache à réintégrer l'intérêt de la Turquie pour le Soudan au sein d'un contexte régional et géopolitique plus large, duquel on ne peut déconnecter notre analyse de la relation bilatérale.

## Cap sur la Corne : en quête de partenaires « naturels »

Les relations entre la Turquie et le continent africain remontent à l'époque ottomane. L'idée d'un continent divisé dans la perception turque entre l'Afrique du Nord et le sud du Sahara<sup>7</sup> tire ses racines de cette période, modelée par la forme d'intégration des régions au sein de l'Empire. L'Afrique du Nord était une zone d'influence importante pour la Porte, et Le Caire une ville décisive pour l'exercice de sa domination. L'Afrique du Nord constitue ainsi une périphérie proche de la Turquie avec laquelle il est naturel d'interagir en raison d'une histoire et d'une religion partagées. Les pays d'Afrique du Nord sont, par conséquent, les premiers partenaires économiques africains<sup>8</sup> de la Turquie de nos jours, avec en tête l'Égypte. La Porte avait en revanche des contacts plus restreints avec les régions subsahariennes, plus lointaines et méconnues. La Corne de l'Afrique fait figure d'exception. L'Empire ottoman y a exercé sa domination à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. La région a été investie par les Ottomans pour défendre l'Empire

---

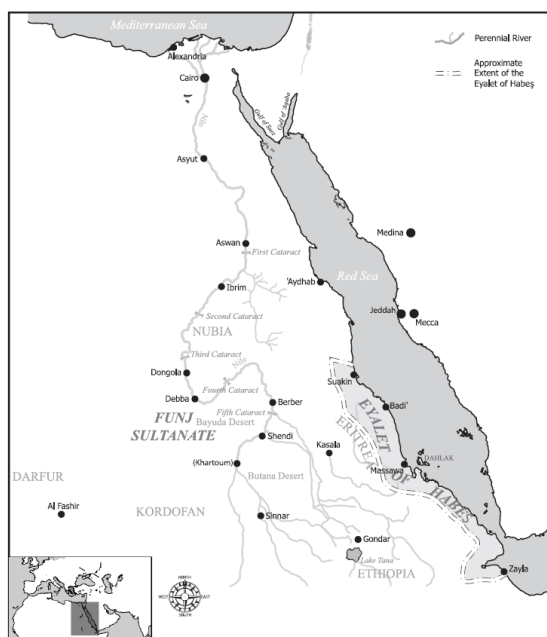
6. F. Donelli, *Turkey in Africa: Turkey's Strategic Involvement in Sub-Saharan Africa*, Londres, I.B. Tauris, 2021.

7. M. Özkan, « Turkey's Rising Role in Africa Turkish », *Policy Quarterly*, vol. 9, n° 4, p. 93-105, 2010.

8. En 2021, la Turquie a importé du groupe Afrique du Nord 5,4 milliards et exporté pour 13,3 milliards, contre 2,8 milliards de dollars d'importations et 7,9 milliards de dollars d'exportations pour le reste de l'Afrique.

contre les Portugais qui avançaient en mer Rouge. En 1555, l'*eyalet*<sup>9</sup> de Habeş est fondé, avec pour capitale la localité littorale de Suakin, dans l'actuel Soudan. Cet héritage historique, doublé d'une proximité religieuse, est aujourd'hui mobilisé dans le discours officiel pour justifier l'évidence, voire la responsabilité, de nouer des partenariats avec les pays de la Corne et se démarquer d'autres acteurs extérieurs actifs dans la région.

### Carte 1 : *Eyalet de Habeş, la Corne de l'Afrique ottomane*



Source : M. Mallinson, L. Smith, C. Breen, « W. Forsythe et J. Phillips, *Ottoman Suakin 1541–1865: Lost and Found* », décembre 2009.

À la suite du premier sommet Turquie-Afrique tenu à Istanbul en 2008<sup>10</sup>, la stratégie turque a recentré ses efforts sur les pays de la Corne. La Corne, comme la Libye, est ainsi devenue une porte d'entrée de la Turquie en Afrique subsaharienne. Ankara s'est simultanément montré plus actif dans le développement de sa stratégie humanitaire, mettant en avant la responsabilité de la Turquie vis-à-vis des populations autrefois contrôlées par l'Empire ottoman<sup>11</sup>. L'expérience somalienne en 2011 constitue à ce titre un tournant majeur dans l'engagement de la Turquie en Afrique subsaharienne. Alors que la Somalie traversait une famine historique, la Turquie s'est engagée dans une réponse humanitaire d'envergure, profitant de l'absence d'autres acteurs extérieurs, notamment occidentaux. À ce moment-là, le Soudan et la Somalie étaient des pays particulièrement isolés de la communauté internationale et traversés par des crises protéiformes. Au printemps 2009, au lendemain de l'émission d'un mandat d'arrêt du Tribunal pénal international contre Omar Al-Bachir (voir encadré 1), le

9. Un eyalet est une division administrative de l'Empire ottoman.

10. Dix-neuf pays africains y étaient représentés.

11. M. Benli Altunisk, « Turkey's Humanitarian Diplomacy: The AKP Model », *CMI Brief*, Chr. Michelsen Institute, 2019.

dirigeant soudanais s'est rendu en Turquie, profitant du fait que la Turquie ne reconnaît pas le statut de Rome<sup>12</sup> et qu'elle refuse de considérer Al-Bachir comme génocidaire. Une seconde visite à Istanbul en novembre 2009, dans le cadre d'une réunion de l'Organisation de la conférence islamique, avait toutefois été reportée<sup>13</sup>, vraisemblablement sous pression de la communauté internationale. Un autre pays d'importance pour la Turquie dans la région est l'Éthiopie, avec lequel les relations économiques sont les plus approfondies<sup>14</sup> et qui constitue le plus grand marché et la principale puissance économique de la Corne de l'Afrique. Dans le contexte de la guerre que menait Addis Abeba contre le Front de libération du peuple tigréen à partir de novembre 2020, le partenariat entre la Turquie et l'Éthiopie a évolué ; la livraison de drones trucs au gouvernement éthiopien a été décisive pour repousser l'offensive tigréenne<sup>15</sup>.

## Encadré 1 : le Soudan, un pays isolé

Le Soudan est placé sous embargo économique américain à partir de 1997 (levé en 2017) en raison de sa complaisance vis-à-vis d'acteurs terroristes, notamment le Hamas et Oussama ben Laden, hébergé au Soudan entre 1992 et 1996. Le pays est placé sur la liste noire américaine des États soutenant le terrorisme. En 2004 et 2005, les Nations unies ajoutent un embargo sur les armes en réaction à la guerre du Darfour. En 2009 et 2010, deux mandats de la Cour pénale internationale (CPI) ont été lancés contre le président Omar Al-Bachir, pour crimes de guerre et crime contre l'humanité, puis pour génocide au Darfour.

Cet état des lieux préliminaire sur la perception de la Corne par la Turquie permet de replacer l'intérêt de la Turquie pour le Soudan au sein d'un intérêt plus général pour la région. Le discours du parti AKP s'appuie sur une proximité religieuse et un historique ottoman commun plus ou moins évident pour faciliter son entrée. Par ailleurs, l'ambition géostratégique et diplomatique pour une puissance émergente comme la Turquie s'exerce notamment dans la Corne de l'Afrique. Dans cet espace, la Turquie se positionne aussi vis-à-vis de ses rivaux régionaux<sup>16</sup> (Arabie Saoudite, EAU, Égypte), qui perçoivent le Soudan et plus généralement la

12. Le statut de Rome est un traité international qui a créé la Cour pénale internationale en 1998. Il est entré en vigueur en 2002 après sa ratification par soixante États.

13. « El-Béchir "reporte" sa visite à Istanbul », RFI, novembre 2009.

14. L'Éthiopie est le premier récipiendaire des investissements directs turcs en ASS. La Turquie est le deuxième investisseur étranger en Éthiopie après la Chine. Le volume des échanges entre les deux pays s'élève à 650 millions de dollars en 2021 et plus de 200 entreprises turques sont implantées en Éthiopie, d'après l'ambassade de Turquie. <https://www.aa.com.tr/>

15. « Comment les drones ont fait basculer le conflit en Éthiopie », RFI, décembre 2021.

16. F. Donelli, *Turkey in Africa: Turkey's Strategic Involvement in Sub-Saharan Africa*, op. cit.

Corne comme leur zone d'influence. Ceci implique ainsi une lecture au regard de la compétition à laquelle se livrent les puissances moyennes du Moyen-Orient dans la Corne.

### Image 1 : Tweet de l'ambassadeur de Turquie au Soudan



Source : Twitter, @icobanoglu1.

« Je vois le Soudan comme la porte d'entrée de l'Afrique au Moyen-Orient et réciproquement. Le pays connecte les deux régions géographiquement, historiquement, culturellement et socialement. »

## Le Soudan au cœur des rivalités régionales

À partir de 2018, le statut politique du Soudan a évolué. État paria du fait de son soutien présumé au terrorisme, le pays est progressivement sorti de son isolement international. La transition politique enclenchée depuis la chute d'Omar Al-Bachir (voir annexe 1) a attiré une diversité d'acteurs (politiques/diplomatiques) extérieurs, nouveaux et plus traditionnels, soucieux des évolutions politiques du pays et empressés par l'ouverture d'une géographie stratégique. Pour la Turquie, le Soudan répond à plusieurs objectifs. Pays riche en ressources, s'y positionner constitue un atout en matière d'approvisionnement (bétail, terres arables, minerais, pétrole) et un accès à de nouveaux marchés économiques subsahariens. Stratégiquement, cela lui permet de s'inscrire dans une région où s'opposent de nombreuses puissances internationales et régionales.

### ***Les rivalités régionales dans l'équation soudanaise***

Le regain d'intérêt pour la région doit se lire au regard de la compétition que se livrent les acteurs extérieurs, notamment les pays du Moyen-Orient, au moment des révolutions arabes puis lors de la crise du Golfe. En 2011, lorsque les révolutions arabes débutent, la Turquie soutient les mouvements islamistes

en faisant valoir son propre modèle politique. Ce choix stratégique accélère le rapprochement entre la Turquie et le Qatar, qui y voient une opportunité de remodeler la géopolitique de la région en s'appuyant sur les branches actives des Frères musulmans. L'autonomisation de la politique étrangère qatarienne, son soutien au mouvement islamiste des Frères musulmans (Égypte, Syrie, Libye, Tunisie, Maroc, Somalie, Soudan) et sa proximité avec la Turquie mènent à son isolement au sein du Conseil de coopération des États du Golfe en 2017. Entre 2017 et 2021, l'exportation des rivalités du Moyen-Orient s'est traduite par une polarisation de la Corne de l'Afrique où deux axes se font face, Ankara-Doha d'un côté et Riyad-Abou Dhabi-Le Caire de l'autre. À Khartoum, le régime islamiste<sup>17</sup> d'Omar Al-Bachir, installé au pouvoir depuis 1989, se présente comme un allié naturel ou un « frère » pour la Turquie et le Qatar. Al-Bachir est toutefois parvenu à contourner cette polarisation en maintenant ses relations diplomatiques et économiques avec le Qatar et la Turquie, tout en poursuivant son soutien militaire à l'Arabie Saoudite et aux EAU dans la guerre au Yémen<sup>18</sup>.

Le Soudan est connecté à différents terrains où ces deux axes s'opposent. La présence turque au Soudan permet à Ankara de s'inscrire dans un espace convoité et d'étendre son influence dans la Corne et notamment en mer Rouge, vis-à-vis de ses rivaux du Moyen-Orient. De manière secondaire, son activisme au Soudan lui permet également de maintenir une forme de veille sur la Libye, pays où la Turquie est également engagée.

### ***Au nord-ouest : la Libye***

Selon Serhat Orakci, spécialiste du Soudan et des relations turco-africaines, « la présence turque au Soudan peut affecter la destinée libyenne<sup>19</sup> ». La Turquie est impliquée en Libye qui constitue un dossier de première importance dans la politique étrangère turque<sup>20</sup>. Le territoire libyen est partagé entre deux forces principales, le Gouvernement d'accord national (GNA) reconnu par l'ONU et le gouvernement de Tobrouk, mené par

---

17. L'islamisme soudanais est né au Caire au contact de l'organisation des Frères musulmans dans les années 1940 puis s'est autonomisé de ses « racines égyptiennes » notamment par le travail d'Hassan el-Tourabi à partir des années 1960. L'influence des islamistes soudanais a grandi au sein de la société et de l'appareil économique et militaire sous la dictature militaire socialiste de Nimeiri (1979-1985). Après quatre années d'errements d'un régime civil (1985-1989), la junte militaire menée par le colonel Omar el-Béchar sous la bannière de la « révolution de salut national » (NSR), a pris le pouvoir *via* un coup, dont l'idéologue serait Hassan el-Tourabi, alors chef du Front national islamique (FNI). A propos, voir : R. Marchal, « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », *Maghreb-Machrek*, vol. 3, n° 137, 1999, p. 56 à 79 ; et J. Gueyras, « Au Soudan, le pouvoir islamique se consolide », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1994.

18. Le Soudan intègre la coalition arabe au Yémen menée par l'Arabie Saoudite à partir de 2015. Dès 2016, le pays fournissait 10 000 combattants, jusqu'à 15 000 au pic. Voir : E. Domingues dos Santos, « Yémen : la Corne de l'Afrique en première ligne des prédateurs du Golfe », septembre-octobre 2022.

19. Entretien, juillet 2022.

20. S. Kaya, « La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique », *Étude de l'IRSEM*, n° 100, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, novembre 2022.

l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par le général Haftar. Avant la révolution, le Soudan était aligné sur la Turquie et le Qatar et soutenait le GNA<sup>21</sup>. L'affaiblissement du Qatar (mis sous embargo), à partir de 2017, puis l'éviction de Al-Bachir en 2019 laissa la Turquie en chef de file du soutien au GNA. En face, l'ANL du général Haftar est notamment soutenue par les EAU, l'Arabie saoudite et l'Égypte. À la chute d'Al-Bachir, des paramilitaires soudanais des Forces de soutien rapide, dirigés par le général Hemedti, le second de la junte militaire au pouvoir, et des miliciens de différents mouvements rebelles darfouriens ont rejoint la Libye aux côtés de l'ANL. Le rapport d'experts des Nations unies sur le Soudan de 2022 souligne que les activités de mercenariat des combattants darfouriens, rémunérés par les Émirats arabes unis, constituent l'essentiel des revenus des mouvements rebelles<sup>22</sup>. La frontière entre le Soudan<sup>23</sup> et le sud-est libyen est poreuse et constitue une zone de trafics humains, d'armes, de ressources premières et une zone de circulation de combattants actifs dans les campagnes du général Haftar menées au sud de la Libye.

### **À l'est : lutte d'influence en mer Rouge**

Depuis une décennie, le regain d'intérêt pour la mer Rouge a reconverti la Corne en un espace de compétition internationale où s'intercalent de nombreuses puissances<sup>24</sup> (États-Unis, pays européens, Chine, Russie, Inde, monarchies du Golfe). Sous le pouvoir d'Al-Bachir, le littoral de la mer Rouge est utilisé comme un levier pour sceller des alliances capables de maintenir le régime islamiste en place<sup>25</sup> avec autant de parrains que possible (Iran, Russie, EAU, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, Chine). Cette tendance s'observe également chez les élites militaires qui ont pris le pouvoir en octobre 2021. La Russie tente depuis la chute d'Al-Bachir de relancer l'accord qu'elle avait conclu en 2017 pour l'installation d'une base navale à Port-Soudan<sup>26</sup>, tandis que la Chine a récemment inauguré un port commercial à Haydob<sup>27</sup>. Les EAU sont quant à eux parvenus à négocier un accord en 2022 pour établir un port commercial à deux cents kilomètres au nord de Port-Soudan<sup>28</sup>.

---

21. Le Soudan y avait envoyé des miliciens. Voir N. Pouls et U. Profazio, *Sudanese Militias Play Instrumental Role in Libya's Conflict*, ISS, janvier 2020.

22. Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan, Nations unies, 2022, disponible sur : <https://undocs.org>.

23. Le Darfour est le théâtre d'une guerre civile qui a fait plus de 300 000 morts et trois millions de déplacés depuis son déclenchement en 2003.

24. E. Domingues dos Santos, « La Corne de l'Afrique : Une déstabilisation à deux échelles », in T. de Montbrial et D. David, *Ramses 2023, L'Europe dans la guerre*, Paris, Ifri/Dunod, 2022.

25. S. El Obeid, « Sudan and the Red Sea. Land and Water for Sale », dans M. Lavergne et D. Rigoulet-Roze, « La mer Rouge, convoitises et rivalités sur un espace stratégique », *Orients Stratégiques*, n° 13, 2022.

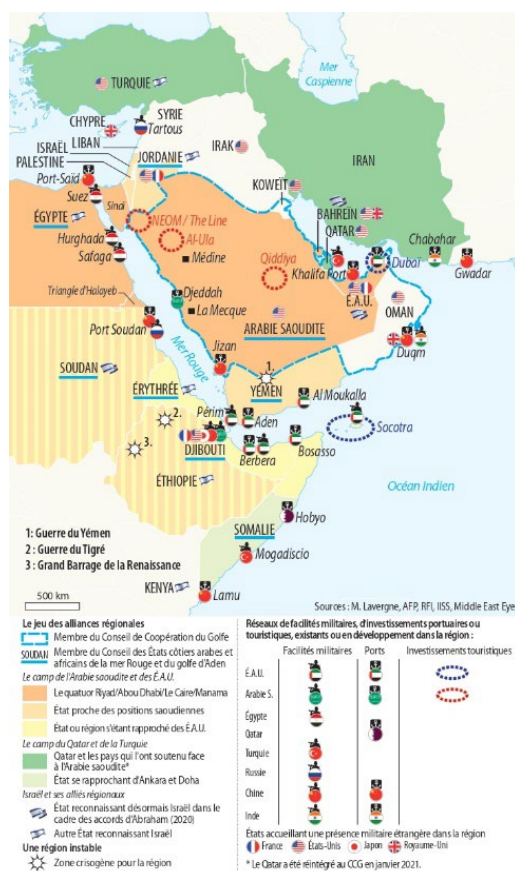
26. « La Russie relance un projet de base navale au Soudan », France 24, mars 2022.

27. « Made-by-China Port to Open Sudan's Economy to More Exports », *Bloomberg*, novembre 2020.

28. « Sudan to Develop Red Sea Port in \$6-bln Initial Pact with Emirati Group », Reuters, décembre 2022.



## Carte 2 : Lutte d'influences autour de la mer Rouge



Source : « Les Balkans : l'autre, poudrière de l'Europe ? », *Diplomatie*, n° 117, 2022.

En décembre 2017, la Turquie a signé un accord de coopération sécuritaire<sup>29</sup> et a obtenu la concession pour une durée de 99 ans de la presqu'île soudanaise de Suakin, lors d'une visite du président Erdoğan au Soudan. Rattachée à la commune de Suakin par un petit pont de quelques dizaines de mètres, la presqu'île de 13 hectares n'est qu'un champ de ruines, mais de ruines ottomanes. L'accord avait un double objectif : d'une part la Turquie s'engageait à restaurer le patrimoine ottoman de cette île afin d'en faire un *hub* touristique sur la route du pèlerinage vers La Mecque ; d'autre part la Turquie et le Soudan s'étaient accordés pour la construction d'un dock naval pour la maintenance de vaisseaux civils et militaires. À l'issue de la visite, le ministre des Affaires étrangères soudanais, Ibrahim Ghandour, avait ajouté que cet accord pouvait déboucher sur « n'importe quelle forme de coopération militaire<sup>30</sup> ». En complément, le Qatar et le Soudan ont signé en mars 2018 un accord d'une valeur de quatre milliards de dollars, prévoyant le développement et la gestion du port de Suakin<sup>31</sup>, d'où partent les pèlerins en direction de La Mecque (port Osman Digna).

29. Voir le volet sur la formation militaire : <https://www.resmigazete.gov.tr>.

30. « Turkey to Restore Sudanese Red Sea Port and Build Naval Dock », Reuters, décembre 2017.

31. « Sudan, Qatar Discuss Implementation of Suakin Port Project », *Sudan Tribune*, mai 2018.



## Image 2 : Ruines sur la presqu'île de Suakin



Crédits : Elliott Brachet, juillet 2022.

La signature de cet accord s'inscrit dans une séquence particulière de la politique étrangère turque : en l'espace de deux ans, la Turquie a ouvert deux bases militaires à l'étranger, à savoir au Qatar en 2016 et en Somalie en 2017, affirmant à la fois l'intérêt stratégique de la Turquie pour le Golfe et la Corne de l'Afrique, et l'évolution de sa politique étrangère jusque-là limitée au développement d'outils de *soft power*. Le retour de la Turquie sur cette micro-localité des côtes de la mer Rouge déplaît à ses rivaux arabes, égyptiens, saoudiens et émiriens, dans une région que tous considèrent comme leur zone d'influence et où ils ont des intérêts politiques et économiques.

En Égypte, avec qui les relations sont les plus tendues à cette époque, le général Al-Sissi – qui a pris le pouvoir en 2013 par un coup d'État contre le président (et « frère ») Mohammed Morsi – est particulièrement vigilant vis-à-vis du développement de l'islamisme politique dans son environnement. La proximité des régimes islamistes du NCP d'Al-Bachir et de l'AKP d'Erdoğan ainsi que les éventuels développements militaires du partenariat inquiètent, d'autant que la relation avec le Soudan peut se révéler compliquée. L'Égypte a un conflit frontalier avec le Soudan sur le triangle pétrolifère d'Halayeb à 300 kilomètres au nord de Suakin et ne peut pas compter à cette époque sur le soutien du Soudan contre le développement du Grand barrage de la renaissance éthiopien sur le Nil.

En Arabie Saoudite, la collaboration sur un projet portuaire entre la Turquie et le Qatar à 300 km de ses côtes alarme. Une campagne médiatique est alors lancée par les deux alliés pour dénoncer un projet de militarisation de l'île. Ces ambitions sont néanmoins démenties par Ankara qui démarre la rénovation dès janvier 2018<sup>32</sup>. Celle-ci est mise en œuvre par son agence de coordination,

32 . « Turkey Renovating Historic Ottoman-era City in Sudan », TIKA, disponible sur : <https://www.tika.gov.tr>.

la TIKKA (*Türk Isbirligi ve Kalkinma Ajansi*), qui a finalement rénové deux mosquées de style ottoman, un centre artisanal et construit un hôtel (images 4).

## Encadré 2 : Histoire ottomane de Suakin

Suakin<sup>33</sup> est l'un des plus anciens ports d'Afrique et constituait un important point de passage des pèlerins musulmans en voyage vers La Mecque. Avant l'arrivée des Anglais et la construction de Port-Soudan en 1905 à soixante kilomètres au nord, Suakin était la « porte d'entrée de l'Afrique », selon les habitants de la région, majoritairement peuplée par la tribu Béja. Le port alimentait les souks de Berber, Omdurman, Sennar et Kassala en produits manufacturés, en bois et en parfums. Jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, l'île est contrôlée par les Mamelouks d'Égypte. En 1517, elle est cédée aux Ottomans et devient une garnison. D'abord utilisée pour protéger les frontières de l'Empire, notamment les lieux saints de la province du Hijaz (actuelle Arabie Saoudite) des navigateurs européens, notamment portugais, elle devient ensuite la base arrière de la conquête de territoires plus austraux, jusqu'en Éthiopie. Elle est alors la capitale de la nouvelle province ottomane d'Habeş. À l'arrivée des Ottomans, l'île et le port sont développés. Des maisons et des bâtiments en pierres de corail sont construits. Des récits de navigateurs portugais qui avaient atteint le port de Suakin en 1540 décrivent la localité comme une des plus riches de l'Est. Ils mentionnent des relations commerciales avec l'Égypte, l'Inde, Malacca, l'Arabie et l'Abyssinie ainsi que des infrastructures portuaires capables d'accueillir deux cents bateaux à la fois. L'île est réintégrée à l'*eyalet* d'Égypte à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, avant d'être transférée sous le contrôle du Pasha de Djeddah. Au cours des xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles, les Ottomans dominaient toujours la mer Rouge et le commerce d'esclaves constituait l'activité d'exportation principale du port (suivi par l'ivoire et l'or). Au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, Suakin passa sous la domination de l'Égypte qui renforçait son emprise sur la mer Rouge aux dépens de la Porte. Le port de Suakin continua de prospérer jusqu'à l'ouverture du canal de Suez en 1869, connectant la mer Rouge à la mer Méditerranée, ouvrant ainsi le commerce de la région avec l'Europe, jusque-là quasi nul. La construction de Port-Soudan par les Anglais en 1905 provoqua le délaissement progressivement de Suakin, qui sera définitivement abandonnée en 1922.

33. Pour l'histoire ottomane de Suakin, lire J. F. E Bloss, « The Story of Suakin », *Sudan Notes and Records*, vol. 19, n° 2, 1936, p. 271-300.

### Image 3 : Propagande saoudienne à propos de la proximité de la presqu'île soudanaise de Suakin



Source : non connue, document repris dans « The Turkey Qatar alliance : through the Gulf and into the Horn of Africa », *The Gulf states and the Horn of Africa : Interests, influences and instability*, Manchester, Manchester University Press, 2022.

« Ville/Ile Suakin donnée par le Soudan à la Turquie pour y établir une base aérienne. Distante d'environ 250 km de la frontière égyptienne. Éloignée d'environ 1 800 km de Bab el Mandeb. Éloignée d'environ 200 km de La Mecque. Éloignée d'environ 400 km de Médine. Éloignée d'environ 700 km de Riyad/Suakin. Est aujourd'hui (constituée) de ruines érigées avant 1860. »

Par son activisme au Soudan, la Turquie se positionne vis-à-vis d'autres acteurs du Moyen-Orient avec qui elle entretient une rivalité régionale, voire une opposition dans le cas libyen. Dans cette région, elle parvient à mettre à profit ses avantages comparatifs tels que la religion et l'héritage ottoman. Toutefois, la stratégie turque se caractérise aussi par un mode opératoire multisectoriel qui la démarque de ses concurrents du Golfe, mais aussi occidentaux, russes et chinois, en Afrique. Celle-ci lui permet notamment de sécuriser une forme de présence multiple, malgré les évolutions des équilibres politiques régionaux. Dans la seconde partie de cette note, nous aborderons les modalités de la présence turque au Soudan, secouée par des développements politiques majeurs qui bousculent les équilibres régionaux.

# Le partenariat turco-soudanais à l'épreuve de la transition soudanaise

L'alliance partenariale entre Khartoum et Ankara conclue en 2017 ne s'explique pas seulement par la proximité entre les deux leaders. Elle est également le résultat d'une stratégie méthodique déployée sur le terrain soudanais qui permet à la Turquie de se positionner dans une diversité de secteurs. Malgré la conjoncture diplomatique défavorable à la Turquie à partir de la chute d'Al-Bachir, la relation entre les deux pays continue à se construire *via* une diversité d'acteurs publics et privés qui se déploient et agissent sur le terrain soudanais. Les évolutions du processus politique, marquées par le début d'un affrontement entre les deux forces armées du pays (annexe 1), pourraient ouvrir une nouvelle séquence pour la Turquie au Soudan.

## Une présence turque diversifiée gage de sa résilience

La diversité des secteurs où la Turquie est impliquée au Soudan suit une stratégie méthodique pensée pour l'ensemble du continent africain et qui repose sur des acteurs privés et publics. La Corne de l'Afrique s'avère être un terrain pilote pour la mise en place de ce mode opératoire hybride. Depuis les années 2000, les acteurs étatiques, de la société civile et du secteur privé turcs forment les trois piliers de la politique étrangère. Les terrains africains sont ceux où ces trois piliers ont certainement le mieux fusionné<sup>34</sup>. Une convergence de visions et d'intérêts entre la politique étrangère de l'AKP et du secteur privé s'observe à l'échelle du continent. Comme l'explique Gabrielle Angey, « la diplomatie par le haut, interétatique, se conjugue à une intégration "par le bas", où société civile et acteurs privés agissent en parallèle voire conjointement pour façonner le rapprochement de la Turquie et de l'Afrique<sup>35</sup> ».

À partir des années 2000, l'AKP a pu s'appuyer sur une diplomatie économique et éducative d'acteurs non étatiques déjà active au Soudan, développée dès la fin des années 1990. Des entrepreneurs dévots, en tête

---

34. Entretien avec un cadre de la fondation *Maarif*, outils de la diplomatie éducationnelle de la Turquie, Turquie, avril 2023.

35. G. Angey, « La recomposition de la politique étrangère turque en Afrique subsaharienne. Entre diplomatie publique et acteurs privés », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2014.

desquels des éléments du mouvement Gülen (*Hizmet*), une confrérie religieuse, ont largement incité l'État turc à se déployer au sud du Sahara. La plupart de ces entrepreneurs, qui soutiennent l'AKP, se retrouvent au sein d'organisations patronales telles que la TUSKON affiliée au mouvement (jusqu'à sa désintégration en 2016), une organisation pionnière de la présence économique turque en Afrique subsaharienne. Ses membres utilisent leurs capacités financières pour soutenir l'ouverture d'écoles<sup>36</sup>, assimilées à des écoles turques, principale activité du réseau. Deux écoles du mouvement güleniste ont ainsi été ouvertes au Soudan, une à Khartoum et la seconde au Darfour, à Nyala. Le réseau œuvre également dans le secteur humanitaire. L'ONG *Kimse Yok mu ?* (Y a-t-il quelqu'un ?) était particulièrement active au Soudan. Elle est une émanation du réseau Gülen et œuvre dans le domaine sanitaire, secteur aujourd'hui central de la diplomatie turque. En 2008, un centre de santé a été mis en place à Nyala, dans le sud du Darfour, où sont effectuées des opérations de la cataracte<sup>37</sup>. Un second centre a ensuite été ouvert à Khartoum en 2011. Les activités du *Hizmet* sont devenues, au cours des années 2000, capitales pour la diplomatie turque sur le continent.

Après l'interdiction des organisations du mouvement Gülen en 2016 – accusé d'avoir fomenté la tentative de coup d'État du 15 juin 2016 en Turquie –, l'autorité sur les deux écoles est reprise par une organisation gouvernementale turque, la fondation *Maarif*. Cette organisation semi-publique, créée de manière *ad hoc* le 30 juin 2016, est initialement en charge de coordonner les services éducatifs à l'étranger. Après la tentative de coup d'État, la fondation est chargée prioritairement de récupérer l'autorité sur les écoles du *Hizmet*. La proximité entre Omar Al-Bachir et Recep Tayyip Erdoğan a été utile pour fermer les écoles dès le mois d'août 2016<sup>38</sup>. Ainsi, 3 500 élèves soudanais, turcs, syriens, yéménites, égyptiens et irakiens étudient désormais dans les écoles *Maarif* de Khartoum et Nyala. Le Soudan est la deuxième nationalité des étudiants africains boursiers en Turquie. En 2021, 120 lauréats sur 10 000 candidats soudanais ont pu s'inscrire dans une université turque.

La politique turque investit également le secteur humanitaire. Créée en 1992, l'agence de coopération TIKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) est chargée de la coordination de l'aide au développement. Désormais installée dans 18 pays subsahariens, l'agence de Khartoum est l'une des plus anciennes sur le sous-continent. Elle reste le principal acteur de la coopération turque au Soudan. L'agence a notamment coordonné la construction de l'hôpital de Nyala<sup>39</sup> au Darfour, exploité par

36. *Ibid.*

37. « Report on Health Activities », *Kimse yok mu ?*, juin 2015.

38. « Sudan Shut Down Gulen-Linked Schools in Support to Turkish Government », *Sudan Tribune*, octobre 2016.

39. « Turkish Hospital in Darfur Offers Treatment for Locals, People from Neighboring Countries », *Daily Sabah*, décembre 2019, disponible sur : <https://www.dailysabah.com>.

le ministère de la Santé turc<sup>40</sup>. En 2019, le Soudan est le dixième récipiendaire de l'aide turque et le deuxième récipiendaire africain, avec un volume toutefois relativement faible par rapport aux autres bailleurs, d'une valeur de 13,31 millions de dollars<sup>41</sup>.

Le *Diyanet*, la présidence des Affaires religieuses, en charge de la coopération religieuse, a une antenne de coordination au sein de l'ambassade à Khartoum.

Le Yunus Emre Institute, qui coordonne la coopération culturelle, est également actif au Soudan et délivre des cours de turc. Un bureau de l'agence de presse turque Anadolu Ajansi a été installé à Khartoum en 2018 mais couvre le Soudan depuis une dizaine d'années.

L'ambassade de Turquie à Khartoum est la plus importante d'Afrique subsaharienne en termes de ressources humaines avec entre 30 et 35 employés turcs<sup>42</sup>. Six mille Turcs résident au Soudan<sup>43</sup>.

Si la majorité de la diaspora vit d'activités de petites et moyennes entreprises – majoritairement dans les secteurs de la construction et de la restauration –, les conglomérats sont aussi parvenus à creuser leur place, notamment grâce aux nombreuses visites du président Recep Tayyip Erdoğan, systématiquement accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires issus de grands groupes. Dans le secteur énergétique, l'entreprise Karpowership fournit 10 % de l'électricité du Soudan *via* une plateforme flottante installée en mer Rouge, à proximité du terminal pétrolier, au Sud de Port-Soudan<sup>44</sup>. L'entreprise électrique Aksa Jeneratör a récemment ouvert un bureau à Khartoum et opère au Darfour. En 2018, l'entreprise de construction Summa a signé un accord pour la construction du nouvel aéroport de Khartoum<sup>45</sup>, chantier cédé par les Chinois, qui n'a toutefois pas encore vu le jour. La même année, la Direction générale de l'exploration minière, une entreprise d'État turque, a obtenu l'autorisation d'exploiter 2 km<sup>2</sup> des terres aurifères de l'État de la mer Rouge. Dans le domaine bancaire également, la Turquie développe ses activités ; la banque gouvernementale Ziraat Bankası a ouvert sa première antenne étrangère au Soudan en 2020<sup>46</sup>, Ziraat Katılım. Cette coopération

40. « Sudan ve Somali'de İşletilen Hastanelerde Personel Görevlendirilmesi İşlemleri », décembre 2018. Voir : <https://disab.saglik.gov.tr>.

41. « Turkish Development Assistance Report », TİKA, 2019, disponible sur : <https://www.tika.gov.tr>. À titre de comparaison, la Syrie est le premier bénéficiaire de l'aide turque pour un montant de 7 202,63 millions de dollars en 2019. La Somalie est le premier récipiendaire africain, pour un volume de 28,21 millions de dollars en 2019. Par ailleurs, les États-Unis sont le premier pourvoyeur d'aide au Soudan, pour un montant de 328,5 millions de dollars en 2019, suivi du Royaume-Uni avec 49 millions de dollars.

42. Chiffres énoncés lors d'un entretien avec un officiel turc à l'ambassade de Turquie à Khartoum, juillet 2022.

43. *Ibid.*

44. « Électricité : les centrales flottantes du turc Karpowership changent la donne », *Jeune Afrique*, juin 2019.

45. « Turkish firm to start building Sudan's "biggest airport" », *Hurriyet Daily News*, octobre 2018.

46. « Ziraat Katılım ilk yurt dışı şubesini Sudan'da açtı », *AA*, novembre 2020.



avait été décidée en 2017 lors de la visite du président turc au Soudan, afin de faciliter l'augmentation du volume des échanges entre la Turquie et le Soudan.

La bonne entente entre les deux présidents, conjuguée à la diversité de l'offre de coopération et à l'activisme des acteurs publics et privés turcs a tracé le chemin pour la conclusion du partenariat stratégique en 2017. La chute du régime d'Al-Bachir a toutefois affaibli les facilités de la Turquie au Soudan qui, face à la recomposition du paysage des alliances et la volatilité politique et économique, a préféré se mettre en retrait des affaires politiques soudanaises jugées trop volatiles<sup>47</sup>. Par ailleurs, la purge initiée à la chute d'Omar Al-Bachir (annexe 1) a amoindri l'influence de la Turquie, considérée comme un allié du régime islamiste dont les militaires et civils au pouvoir souhaitent se débarrasser. Certains proches du parti AKP ont été poursuivis par le parquet soudanais, comme Ercan Oktay<sup>48</sup>, très proche du NCP et des forces armées, qui a fait fortune dans l'industrie du textile militaire et dirigé une *joint-venture* impliquant des investisseurs turcs, l'armée du Qatar, l'autorité de l'Industrie militaire soudanaise et le ministère de la Défense. En décembre 2019, il est arrêté et poursuivi pour de multiples fraudes et accusé d'appartenir à l'organisation des Frères musulmans.

En difficulté pour mettre à jour sa politique à l'égard des nouvelles autorités, la Turquie a priorisé la sauvegarde de ses atouts et la valorisation de son *soft power*. Malgré la suspension de l'accord sur Suakin par le pouvoir militaire soudanais, la TIKA a pu mener à bien les rénovations du patrimoine ottoman de l'île. Les relations économiques et les institutions turques qu'elles soient culturelles, humanitaires, sanitaires ou éducatives ont poursuivi leurs activités. Cette persistance témoigne de la résistance de certains liens sociétaux et économiques établis entre des acteurs turcs privés mais aussi publics et la société soudanaise.

---

47. Entretien à l'ambassade de la Turquie à Khartoum, juillet 2022.

48. J. Mashamoun, « Turkey and Sudan: An Enduring Relationship? », *MEI*, 2022.

## Images 4 : Rénovations opérées par la TIKa à Suakin



*Crédits : auteure.*

L'agence turque TIKa a rénové les bâtiments gouvernementaux sur la presqu'île de Suakin, à savoir un centre artisanal et deux mosquées (à droite en haut et en bas) et a ouvert un hôtel (en bas à gauche).

## Épilogue : l'instabilité politique au Soudan, quelles opportunités pour la Turquie ?

La reprise totale du pouvoir par les acteurs militaires en octobre 2021 (voir annexe 1) avait ouvert une nouvelle phase politique où la Turquie semblait moins isolée. Elle s'inscrivait notamment dans un contexte régional d'apaisement entre les pays du Golfe, marqué par la levée du blocus contre le Qatar en janvier 2021. La Turquie s'était alors engagée dans une entreprise de rapprochement avec l'Égypte, les EAU et l'Arabie Saoudite, inégalement aboutie. Au Soudan, la réconciliation régionale semble avoir facilité la



relation entre les deux généraux<sup>49</sup> et la Turquie<sup>50</sup>. En mai 2021, le général Hemedti s'est rendu à Ankara, suivi du général Al-Bourhane en août de la même année, après avoir été invité par Recep Tayyip Erdoğan avec qui il a signé six mémorandums d'entente dans les secteurs de l'énergie, des médias, de l'agriculture<sup>51</sup> et de la sécurité. Le chef de l'armée soudanaise s'est notamment rendu au siège de l'industrie de défense turque.

Par ailleurs, cet apaisement vis-à-vis de la Turquie peut aussi s'expliquer par des calculs de politique intérieure. Le coup d'État militaire du 25 octobre 2021 a constitué une opportunité pour les islamistes de l'ancien régime de revenir au-devant de la scène politique. En effet, au lendemain du coup, le comité de démantèlement a été suspendu et d'anciens membres du NCP ont été nommés au sein de l'appareil étatique, parfois à des postes de direction comme le général Ahmed Mufdal, ancien gouverneur de l'État du Sud Kordofan, installé à la tête des services de renseignement<sup>52</sup>. Certaines figures de l'ancien régime qui s'étaient réfugiées en Turquie ont pu retourner au Soudan<sup>53</sup> (image 5).

L'affrontement armé qui s'est déclenché le 15 avril 2023 entre les deux généraux soudanais, Al-Bourhane et Hemedti, hier alliés (voir annexe 1), pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour la politique turque au Soudan. D'abord parce que les parrains arabes, saoudiens, égyptiens et émiratis ont depuis la chute d'Al-Bachir soutenu le pouvoir militaire<sup>54</sup> – enhardissant à la fois l'armée soudanaise et les FSR tout en marginalisant les acteurs civils engagés dans la transition –, afin de sauvegarder leurs propres intérêts au Soudan<sup>55</sup>. La mise en retrait depuis 2019 de la Turquie pourrait en faire un acteur plus crédible. Une médiation turque<sup>56</sup>, proposée quelques jours après le début des affrontements, pourrait constituer une alternative utile à l'échelle régionale, notamment au regard des multiples échecs des médiations saoudienne et américaine (cycle de Jeddah). Elle pourrait atténuer les conséquences régionales du conflit, notamment autour du partage des eaux du Nil. L'Égypte, avec qui la Turquie suit un processus de réconciliation, pourrait tirer profit des bonnes relations qu'Ankara entretient avec Addis Abeba. Abiy Ahmed s'était d'ailleurs déclaré favorable à une médiation turque sur l'ancien conflit frontalier soudano-éthiopien de

49. F. Donelli, « The al-Fashaga Dispute: a Powder Keg in the Heart of the Horn of Africa », *Trends Research*, mars 2022.

50. Entretien à l'ambassade de Turquie à Khartoum, septembre 2022.

51. La Turquie exploite 100 000 hectares de terres agricoles dans la région de la Gezira et pourrait s'en voir allouer 700 000 autres. « Turkey, Sudan Vow to Boost Relations, Lift Trade Volume to \$2B », *Daily Sabah*, août 2021, disponible sur : <https://www.dailysabah.com>.

52. « Au Soudan, les islamistes refont surface à la faveur du coup d'État », *Le Monde*, avril 2022.

53. Selon plusieurs sources, Ali Karti, ancien ministre des Affaires étrangères, le général Mohamed Atta el-Mawla, ancien chef des renseignements et le prédicateur salafiste Abedl Hai Youssef auraient fui en Turquie et regagné le Soudan après le coup d'État du 25 octobre 2021.

54. À la chute d'Omar el-Béchir, l'Arabie Saoudite et les EAU ont promis 3 milliards de dollars au Conseil militaire de transition, réduisant de fait les capacités de la branche civile.

55. « Autour du Soudan, un jeu géopolitique risqué », *Le Monde*, avril 2023.

56. « Sudan Turmoil: Turkey's Erdogan Offers to Mediate in Conflict », avril 2023.

Fashaga, ravivé depuis le début de la guerre au Tigré. Plus structurellement, sa pénétration multisectorielle, notamment économique et dans le secteur de la sécurité, renforce son statut d'influence à l'échelle régionale. Pour autant, sa proximité antérieure avec le mouvement islamiste encore très influent au Soudan l'empêche d'apparaître comme un interlocuteur neutre. La plupart des forces civiles soudanaises, bien qu'absentes des tentatives de médiation internationale, sont fermement opposées au retour des islamistes sur la scène politique. Par ailleurs, la résurgence du mouvement islamiste est devenue l'un des principaux points de clivage entre les deux forces armées soudanaises ; le général Hemedti se présente comme le rempart au retour des islamistes que le général Al-Bourhane a ressuscités lors de son coup d'État en octobre 2021 (image 5).

**Image 5 : « Le retour des reptiles » par Omar Dafa Allah**



Source : <https://www.alrakoba.net>.

Légende : Depuis le coup d'État militaire du 25 octobre 2021, par le général Al-Bourhane, les islamistes de l'ancien régime, réfugiés en Turquie, ont pu regagner le territoire soudanais. Lors de la chute de la dictature de Omar Al-Bachir, ils avaient fui, en Turquie (et en Égypte), partant avec d'importants capitaux qu'ils ont pu sécuriser dans l'économie turque, notamment dans l'immobilier. Sur la pancarte à gauche est écrit « Turquie », sur la banderole des manifestants, on peut lire « Pacifisme, pacifisme contre les voleurs ». Le militaire représenté est le général Al-Bourhane.

# Conclusion

La géographie du Soudan en a fait une priorité de la politique africaine turque. Le pays est en effet au cœur de la Corne de l'Afrique, une région pilote de son ouverture au continent. Dans un environnement stratégique très convoité, le Soudan est un poste d'observation de l'évolution du paradigme de politique étrangère de la Turquie et un cas d'étude utile pour comprendre la méthode multidimensionnelle turque en Afrique subsaharienne. L'analyse de l'outillage de la politique africaine à travers ses relations avec le Soudan atteste d'une forme de résilience de son modèle, qui parvient à capitaliser sur le dynamisme des relations entre les sociétés turque et soudanaise au travers des approches de *soft power*, malgré une conjoncture politique défavorable.

La chute du régime d'Al-Bachir en avril 2019 a ouvert une phase politique très volatile. Face au changement d'élites et au regain d'intérêt stratégique du Soudan, la Turquie n'est pas parvenue à mettre sa politique à jour. Toutefois, sa mise en veille presque forcée l'a amenée à valoriser ses premiers atouts, autrement dit l'ancrage de ses outils de *soft power* qui continuent d'alimenter les relations entre les deux pays. Le changement de régime brutal au Soudan n'a pas anéanti toutes les options de la Turquie qui, face à l'actuelle dégradation de la situation politique et sécuritaire, pourrait s'avérer utile. Comme ce fut le cas dans les années 2000 et 2010 lorsqu'Al-Bachir était isolé sur la scène internationale, la Turquie peut se présenter de nouveau comme la troisième voie. Son dynamisme diplomatique conjugué au volontarisme des acteurs privés turcs pourrait augurer une plasticité de sa méthode sur les terrains de la Corne de l'Afrique, en proie à d'importants appétits extérieurs et à des conjonctures politiques fugaces.

# Annexe 1. Les soubresauts de la transition soudanaise à la guerre

Le 11 avril 2019, après plusieurs mois de contestation populaire, l'armée, conjointement aux forces de soutien rapides (RSF) et les renseignements soudanais (NISS) renversent Omar Al-Bachir, mettant un terme à trois décennies de pouvoir autoritaire militaro-islamique. Rapidement, le NISS est mis sous tutelle de l'armée et deux figures prennent la tête du Conseil militaire de transition (CMT) ; le général Abdel-Fattah Al-Bourhane, chef de l'État-major des armées, et le général Mohammad Hamdan Dagalo, surnommé Hemedti, chef de la milice paramilitaire des RSF. En août 2021, sous la pression populaire, le CMT signe un accord de partage du pouvoir avec une branche civile orientée par les Forces pour la liberté et le changement. Une transition politique s'entame alors et veut aboutir à la pacification du pays et à un retrait de l'armée des affaires politiques à l'issue d'une période de 18 mois<sup>57</sup>. La transition soudanaise se judiciarise et cible les anciennes figures du régime et ceux qui en auraient bénéficié. Un comité de démantèlement du régime du 30 juin 1989 est mis en place. Omar Al-Bachir, déjà poursuivi par la CPI, est mis en prison à Khartoum et poursuivi par le parquet soudanais<sup>58</sup>.

En octobre 2021, les deux généraux font dérailler la transition lors d'un coup d'État militaire qui renverse le gouvernement civil du Premier ministre Abdallah Hamdok. Al-Bourhane prend la tête du pays, secondé par Hemedti. La poursuite du processus politique bute sur la réforme du secteur de la sécurité<sup>59</sup>. Les deux alliés de convenance se déchirent autour de la question des conditions d'intégration de la milice paramilitaires des RSF au sein de l'armée soudanaise. Le 15 avril 2023, des affrontements entre les deux armées éclatent dans la capitale du Soudan, Khartoum, et au Darfour, ouvrant une nouvelle séquence qui fait craindre un conflit de longue durée qui pourrait déstabiliser l'ensemble de la région.

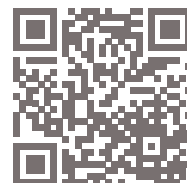
---

57. A. L. Mahé, « Soudan : après la chute d'Omar el-Bécher, les défis de la transition », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 4, 2019, p. 99-112.

58. E. Girard, « Une transition politique hautement judiciarisée au Soudan », *Délibérée*, vol. 2, n° 13, 2021, p. 67-72.

59. E. Brachet et E. Domingues dos Santos, « Révolution et contre-révolution au Soudan », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 1, Ifri, 2023, p. 123-135.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)